

Finances publiques. Les agents du centre de Sainte-Anne se sont mobilisés à l'appel de l'intersyndicale CGT et Solidaires contre leur délocalisation.

Pour un service public de proximité aux usagers

■ « Depuis 2009, grâce à la mobilisation de tous, nous avons fait reculer l'administration dans sa volonté de brader le site aux spéculateurs », affirme Philippe Laget, co-secrétaire départemental de la CGT Finances publiques à Marseille lors de la mobilisation tenue hier en présence d'élus locaux et du CIQ pour sauver le site de Saint-Anne dans le 8e arrondissement. « Nous avons réussi à suspendre la vente du site avec les élus locaux et le CIQ mais la direction veut maintenant délocaliser les services des impôts des professionnels et des particuliers ainsi que le foncier France Domaine sur le site Borde-Prado », explique Elisabeth Gonzales, secrétaire adjointe Solidaires Finances publiques à Marseille.

Une délocalisation des services et d'une centaine d'agents jugée « incompréhensible » qui en plus de surcharger les bureaux déjà saturés du site Borde-Prado, supprimerait le service de proximité aux publics sur le site de Saint-Anne.

« Le monstre administratif entasserait non seulement les agents mais aussi les contribuables et usagers sur un même site », fulmine le représentant CGT. Avec la délocalisation des services, le site Borde-Prado verrait sa fréquentation augmenter de « 5000 contribuables de plus chaque jour », assurent les agents non sans pointer les conséquences catastrophiques d'un tel « mastodonte déshumanisé ».

« Ici, nous recevons les contribuables dans de bonnes conditions, ce ne sera pas le cas sur l'autre



Les agents des Finances publiques du centre Marseille Sainte-Anne étaient mobilisés hier contre la délocalisation de leurs services au centre Borde-Prado. PHOTO PATRICK DI DOMENICO

centre », assure encore la représentante Solidaires Finances publiques. Dégradation des conditions de travail et du service rendu aux usagers, nuisances sonores et écologiques sur le secteur du Prado, la délocalisation suscite la colère tant des riverains, qui voient un nouveau service de proximité disparaître, que des élus locaux qui qualifient notamment la situation « d'ubuesque », selon Nathalie Pigamo (PS), conseillère d'arrondissement sur le secteur. « Nous

savons que toute recentralisation s'effectue toujours au détriment de l'emploi et des missions de service public », remarque Marie-Françoise Palloix (PC), élue à la mairie des 6e et 8e arrondissements qui soutient également les agents du centre des impôts de Saint-Anne. « Les services publics sont tous attaqués de front sur notre secteur, note l'élue à propos de La Poste et la clinique Bonneveine, j'ai sollicité le ministre de l'Economie et des Finances concernant ce problème

local. » De leur côté, les agents du site Sainte-Anne restent vivement déterminés à bloquer le déménagement des services prévu le 27 juin prochain et demandent au préfet de présider une table ronde avec les organisations syndicales, le CIQ, les élus locaux et les directions locale et nationale des Finances publiques afin d'annuler définitivement la vente du site et d'y maintenir le service public de proximité aux usagers.

EMMANUELLE BARRET